

CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 1208/022 CIRCB/DG/DAFC

Portant autorisation de reversements de la retenue de 10% et la contribution patronale de 12% au titre des droits à pension (PENSION CIVILE) prélevées les salaires de Mme YIMGA KOBOU Junie de Mme DAMBAYA Béatrice de Mme TENGUE TCHIEKOUA Carole et de Mme NDEDI Yvette Mimosette Epse ASSENG fonctionnaires en détachement au CIRCB mois de juillet 2022.

21 JUIL. 2022

23 JUIL. 2022

DEPOSE
VALIDE

LE DIRECTEUR GENERAL

Contrôle Financier Spécialisé des dépenses

- Vu** la Constitution
- Vu** la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu** la loi 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu** la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissement Publics ;
- Vu** le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu** le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu** le décret n° 2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
- Vu** la résolution n°0010/2014/R/CIRCB/PCOG du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu** la circulaire N°00000456/C/MINFI du 30 Décembre 2021 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2022 ;
- Vu** la Résolution n° 05/R/CIRCB/CA du 21 décembre 2021 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2022 ;
- Vu** la décision n°0510/022/CIRCB/DG/DAA du 04 avril 2022 portant constatation de la commission Paritaire d'Avancement et de Reclassement des personnels du CIRCB ;
- Vu** le Procès-verbal de la Commission Paritaire d'Avancement et de reclassement du 15 juin 2022.
- Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

Article 1^{er} : il est autorisé le reversement des retenues sociales (PENSION CIVILE) : XAF 135.432 (Cent trente-cinq mille quatre cent trente-deux francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte Mme YIMGA KOBOU Junie de Mme DAMBAYA Béatrice de Mme TENGUE TCHIEKOUA Carole et de Mme NDEDI Yvette Mimosette Epse ASSENG fonctionnaires en détachement au CIRCB. Ledit reversement sera imputé sur l'imputation budgétaire Année budgétaire 2022 sous-programme : 004 action : 05 activité : 01 article : 100000 paragraphe : 620500 « cotisations à l'Etat (Fonctionnaire en détachement) » exercice 2022.

Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

- Secrétariat DG
- DAFC
- Contrôle Financier
- Agent Comptable
- Chrono



CIRCB**CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"**
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 1197/022 CIRCB/DG/DAFC

Portant autorisation de reversement des retenues sociales patronales (PV-AT-PF) et (P.CIV) prélevées sur les salaires du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint du CIRCB mois de juillet 2022

21 JUIL. 2022

LE DIRECTEUR GENERAL

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu la loi 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissement Publics ;
- Vu le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
- Vu la résolution n° 0010/2014/R/CIRCB/PCOGE du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu la circulaire N° 00000456/C/MINFI du 30 Décembre 2021 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2022 ;
- Vu la Résolution n° 05/R/CIRCB/CA du 21 décembre 2021 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2022 ;
- Vu la décision n° 0510/022/CIRCB/DG/DAA du 04 avril 2022 portant constatation de la commission Paritaire d'Avancement et de Reclassement des personnels du CIRCB ;
- Vu le Procès-verbal de la Commission Paritaire d'Avancement et de reclassement du 15 juin 2022.

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

Article 1^{er} : il est autorisé le reversement des retenues sociales patronales (PV-AT-PF) : XAF 120.624 (Cent vingt mille six cent vingt-quatre francs CFA) à reverser à la CNPS pour le compte du Directeur Général Adjoint et XAF 38 108 (Trente-huit mille cent huit francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte du Directeur Général. Ledit reversement sera imputé sur l'imputation budgétaire Année budgétaire 2022 sous-programme : 004 action : 05 activité : 01 article : 100000 paragraphe : 620401 «cotisation CNPS (part patronale) »exercice 2022.

Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

- Secrétariat DG
- DAFC
- Contrôle Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le 21 JUIL 2022



LE DIRECTEUR GENERAL

Prof. Njola Alexis